

api

INFORMATIONS
REGIONALES

HEBDO
n°42 / 12 Sept

dir. B.Lambert

2F 50



**CHATEAU
ville
Sinistrée?**

FAUBRIANT

RADIO LIBRE 44

Radio Libre 44 a enregistré ses émissions sur cassettes. Vous pouvez vous les procurer à l'APL aux heures de permanences C'est le seul moyen dont dispose R.L. 44 pour se procurer un peu de fric.

Foot 3

CASSETTES DISPONIBLES A L'A.P.L.:

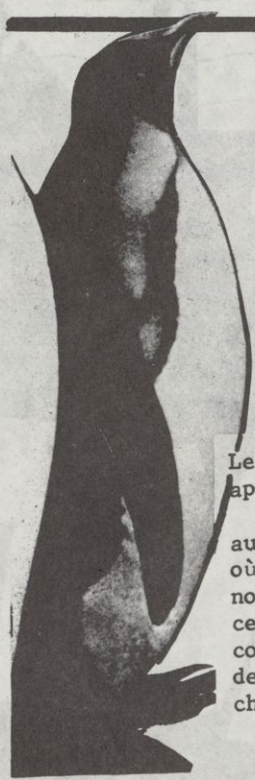
- 1 - Antimilitariste et Marée Noire (Interview et Chansons)..... 50 Min.
- 1 - Béranger (Concert et interview)..... 30 Min.
- 1 - Congrès Isem (Méthode Fresnais) et Lavillier (Concert et interview)..... 90 Min.
- Indiens, Poemes et chansons et interview de 2 indiens de l'AIM..... 60 Min.
- * Cassette Rock..... 60 Min.
- * Concert Diwan (Ecole Maternelle Bretonne Soutien à la Culture Bretonne). 90 Min.
- * Le Pellerin (Centrale Nucléaire)..... 30 Min.
- * Guérande (les Marais salants)..... 30 Min.
- * Lycéens (interview)..... 30 Min.
- * Laving glace (grève)... 20 Min.
- * LMT (grève)..... 30 Min.
- * Action de Nozay et Coba (Paysans Travailleurs et Coba)..... .56 Min.

Les sujets d'émissions marquées d'une * sont à réclamer. Des copies seront faites au fur et à mesure des demandes.



PRIX

CASSETTES, 15 F minimum
AUTOCOLLANTS: 3 F
AFFICHES: 10 F



stagiaires barre

Le Comité des ex-stagiaires Barre appelle à une réunion le jeu jeudi 14 Septembre à 20h30 au centre social de Malakoff où sera débattu, en partant du nombre de personnes présentes, de ce qu'il est possible de faire concrètement sur les ANPE, afin de regrouper les travailleurs au chômage.



revolution internationale

Révolution Internationale, section en France du C.C.I. organise le 16 septembre à 20h30 une réunion publique 3 rue Amiral Duchaffault sur le thème:
- Quelle perspective pour la rentrée sociale en France?
Permanence tous les derniers samedi du mois à 14h à la même adresse.
Contact diffusion deuxième samedi du mois à Talensac.

CHATEAUBRIANT :

FERMETURE ECLAIR A LA C'IE BRETONNE DE CONFECTION

La Compagnie Bretonne de Confection à Chateaubriant. Une entreprise qui semblait bien tourner jusqu'à cette année: Carnet de commande confortable, usine toute neuve construite aux frais de la municipalité près de l'imposante bâtisse ultra-moderne de l'Hôtel des Impôts, des machines sophistiquées. Après les bénéfices de l'an passé, la situation semblait prometteuse aux dires des experts.

et puis, l'inexplicable. L'année 78 désastreuse, la déconfiture financière. La Compagnie Bretonne accuse un déficit de 354 millions d'anciens francs: difficultés de paiement, retrait du crédit bancaire.

Alors, mauvaise gestion de l'outil industriel? Ou y a-t-il, comme se le demandent les 170 ouvrières mises sur le carreau depuis la fin juillet, anguille sous roche? Veut-on sciemment faire couler l'usine pour la racheter à bas prix?

Plus généralement, l'histoire récente de la C. B. pose le problème de ces "usines-relai" dont l'implantation a été encouragée à coups de millions par les municipalités des zones "sous-développées" pour maintenir l'emploi sur place. Bien souvent, ces entreprises déclarent faillite une fois les primes empochées... et vont s'installer ailleurs.

Comme le disent les syndicats, Chateaubriant est devenue une "zone pilote pour boîtes pirates". Chateaubriant s'asphyxie, et une nouvelle poche d'air vient de crever. Comme partout, direz-vous: les fermetures d'usine, les cortèges de licenciements, sont monnaie courante de nos jours.

Mais cela prend une résonance particulière à Chateaubriant, "ville-moyenne" où un certain patronat a mené ces dernières années l'expérience de la "décentralisation des entreprises".

Le 28 juillet, c'est la veille des vacances pour les 170 ouvrières de la Confection Bretonne. C'est aussi le jour choisi par le Patron pour leur apprendre que la boîte ferme ses portes définitivement.

"Le 27 juillet, 5 minutes avant la débauche, dit une ouvrière, membre du Comité d'Entreprise, le patron nous a fait savoir que le C E était convoqué à 8 h le lendemain à son bureau.

Normalement, on doit être prevenu 3 jours à l'avance. On a bien pensé qu'il y avait quelque chose d'important. On croyait qu'il s'agissait des premiers licenciements mais pas de la fermeture définitive.

On n'est pas allé à la convocation le lendemain, et ce sont les délégués du personnel qui sont allés voir le Chef du Personnel pour réclamer la paye qui l'ont appris. On ne s'attendait pas à ça".

"Le patron a fait afficher dans l'usine une note de service afin de mettre tout le monde au courant."

"Nous avons le regret de vous informer que par jugement que vient de rendre le Tribunal de Commerce de Nantes votre Société est déclarée en règlement judiciaire sur dépôt de bilan".

La note s'achevait par la "demande de bien vouloir exécuter la sortie dans le calme et nettoyer les machines".

On a vu bien des fermetures de boîtes dans la région, mais en 5 minutes tous les records étaient battus.



Tout beau, tout nouveau...

Depuis 62, année de sa création, la C. B. a change plusieurs fois de propriétaire.

D'abord propriété de Michel Forcast, venu de Paris s'installer ici, (on travaillait alors chez FORCAST) elle devient en 69 la CEDEF, puis en 77 la Compagnie Bretonne de Confection et passe sous contrôle d'Eurofibre, important groupe textile parisien.

- Il y a un an, en septembre 77, l'usine démenage et s'installe dans des locaux flambant neuf. On renouvelle le matériel. Tout ça sans déboursier un centime puisque c'est la ville de Chateau-

briand qui prend les travaux à sa charge sur le budget municipal. La Compagnie Bretonne devait en théorie rembourser sur 20 ans. Pour l'instant semble-t-il pas un centime n'a été versé.

- en 5 ans il n'y avait pas eu un seul jour de chômage et il y avait du travail pour au moins deux mois. Un exemple: Les Galeries Lafayette ont téléphoné l'autre jour pour savoir ou en était leur commande. "On savait bien qu'il y avait des difficultés financières. La paye n'arrivait pas le même jour pour tout le monde..."



tout fout l'camp

" Depuis février dernier, il ne nous payait plus d'acompte le 22 du mois. Après on nous donnait seulement 1000 F le jour de la paye, le reste avec huit ou dix jours de retard. Certaines ont même eu des chèques en bois"

A la brutalité du licenciement les ouvrières ne résistent pas tout de suite. Ce n'est que le 17 août qu'elles décident d'occuper l'usine. Jamais dans cette région ça n'était produit. Profitant de la visite discrète du Directeur avec un Commissaire-priseur et un huissier de Nantes, pour inventaire, elles rentrent dans l'usine et s'y installent.

On garde l'usine plus qu'on l'occupe. A Chateaubriant on se souvient du patron de Daim Mode qui, il y a quinze ans a déménagé son usine en un week-end.

- On s'installe dans l'usine, banderolles, lits de camp, duvets prennent place, et on organise des visites de l'usine.

" Le dimanche en particulier, les Castelbriantais viendront nous voir." Les ouvrières expliquent l'histoire de l'usine, puis on passe à la visite des ateliers. Les visiteurs s'attardent devant les surfileuses neuve qui ont été mises en place il y a peu de temps. On explique la production, les pantalons et autres vêtements qui seront commercialisés ensuite par la Société Eurofibres sous marque de qualité ou en supermarchés, les conditions de travail. Bien souvent toute la famille est venue occuper l'usine, parfois aussi les maris opposent à ce que leurs femmes quittent le foyer.

- Le 29 août, les ouvrières réunies en A G apprennent que le Tribunal de Nantes a ordonné l'expulsion de la Confection Bretonne. En cas de refus d'exécution, le Tribunal condamne le personnel à une astreinte de 150 F par jour et par personne convoquée à l'audience, soit au total 750 F par jour. Tout ceci incite les ouvrières à quitter l'usine.

- Aujourd'hui elles ont installé une camionnette face à l'usine fermée, où elles tiennent à tour de rôle des permanences pour garder le contact et transmettre les informations.

La mobilisation n'a pas toujours été facile. Une large majorité vient aux A G, peu en fait participent aux actions.

Il faut dire que le salaire des femmes est bien souvent considéré comme un salaire d'appoint et puis il y a les maris qui pensent que les femmes, si elles ne travaillent pas, font bien mieux de rester chez elles à garder les gosses. Tout ça a certainement joué à la C. B.

Et puis dans la région c'est la première fois qu'une boîte est occupée, alors on n'a pas toujours les moyens de faire face à une telle situation.

une gestion à surprises

Lorsqu'elles ont occupé leur usine, les ouvrières de la C.B. ont pu éplucher les comptes et bilans de l'entreprise. Et elles sont allées de surprise en surprise. Les comptes n'avaient d'ailleurs - contrairement aux textes de lois - jamais été communiqués au Comité d'Entreprise...

De cette lecture attentive, elles ont tiré toute une série de questions. Questions qu'elles auraient bien voulu poser au syndic. Celui-ci, en vacances sans doutes, n'a jamais trouvé le temps de rencontrer les délégués syndicales. Dommage. Ce syndic introuvable - Mr. Hervouët de Nantes - s'est taillé une solide réputation en matière de liquidations d'entreprises. Comme disent les syndicats: "il commence par licencier tout le monde, ça le met plus à l'aise pour discuter".

Alors, ces interrogations, les syndicats ont décidé de les poser devant l'opinion publique. Un faisceau d'indices et de faits qui semblent bien converger sur une question centrale: A qui profite la liquidation?

Deux hommes et une société se partagent les actions de la Compagnie Bretonne.

Mr. BOUHANNA, entrepreneur parisien, en posséderait 41 %, la Société EUROFIBRES (dont il est d'ailleurs le gérant) 9 %. Les 50 % restant se répartiraient entre Mr. Cohen-Hadria, le gérant local, et sa fille.

Là où les choses se compliquent c'est quand on apprend que Bouhanna aurait prêté en 1975 plus de 27 millions anciens à Cohen-Hadria. Le gérant de la C.B., actionnaire avec de l'argent prêté ne serait-il qu'un "homme de paille"?

Autre interrogation: un co-actionnaire disparu... Bouhanna et Cohen Hadria ne seraient devenus majoritaires qu'au prix de son élimination. Un bon prix d'ailleurs: 38 millions AF à condition qu'il renonce à contrôler la gestion de la C.B. L'éliminé a craché dans la soupe puisqu'il paraît qu'il a accusé les deux autres de manipulation de comptabilité.

Le vrai patron de la C.B., c'est Bouhanna. Les ouvrières l'ont bien vu lorsqu'elles ont fait grève contre les tickets: descendu de Paris, il a négocié directement avec les grévistes en passant par dessus le gérant.

Et la Société EUROFIBRES dans tout ça? Elle a tissé des liens complexes avec la C.B. A la fois fournisseur, banquier, gestionnaire et commercialisateur, cela fait beaucoup.

Fournisseur de tissu au prix fort, Eurofibres rachetait le produit fini à des prix parfois inférieurs de 70 % environ à ceux pratiqués vis à vis des autres clients.

Eurofibres ne serait d'ailleurs pas la seule société ayant bénéficié de ce genre d'opération.

Est-il exact, par exemple, que dans les travaux de sous-traitance réalisés par la C.B., certains aient été facturés, à des entreprises comme MICHAEL-SOLD, à des prix anormalement bas, et vraisemblablement inférieurs au prix de

revient? Coïncidence bizarre: l'entreprise MICHAEL-SOLD se trouve à Paris dans la même rue que le siège d'EUROFIBRE: la rue de la Banque.

En mai dernier, un camion de la Compagnie Bretonne a été volé dans cette même rue, devant le siège de MICHAEL-SOLD. 8 millions anciens de marchandise envolés...

La nature exacte des liens entre EUROFIBRES et MICHAEL-SOLD - c'est une question que se posent les syndicats.

Mais ce n'est sans doute pas la plus importante. Comment peut-on passer d'une année 76 bénéficiaire à un déficit de 354 million d'anciens francs en 77? Difficile à avaler. Et les syndicats se demandent s'il n'y a pas une histoire financière tordue derrière tout ça.

"Ne peut-on imaginer - interroge la CFDT en conclusion d'un tract - que le projet d'EUROFIBRES et de Mr. BOUHANNA soit de racheter l'usine C.B., après l'avoir fait couler?"

Chateaubriant, ville sinistrée?

Basse manoeuvre ou non, les 170 ouvrières de la C.B. attendent, devant les portes fermées de leur usine. Et elles ne sont pas les seules. En ce début de septembre, la situation n'est guère brillante à Chateaubriant.

Chez Atlas, c'est la dégradation par petites touches. Bientôt il n'y aura plus assez de monde pour faire face aux commandes. Le bruit court qu'il y aurait moins de licenciements que les 166 prévus au mois de juin. Histoire de diviser les ouvriers, on a retiré 10 délégués syndicalistes de la liste. C'est triste à dire, mais la manoeuvre a partiellement réussi.

Chez HUARD, la plus grosse boîte de Chateaubriant, puisqu'elle emploie 1600 personnes, la situation semble meilleure. L'entreprise a reçu des commandes de machines agricoles. Redressement un peu artificiel puisque cet afflux de commandes est dû à la hausse de 7,5 % du matériel à partir du 1er septembre. Le département "fonderie", qui emploie un peu moins de 500 personnes, marche beaucoup moins bien. Pour la première quinzaine de septembre, les travailleurs ont eu droit, jeudi et vendredi dernier, à deux journées de chômage forcé. Cela laisse mal augurer de la suite.

Ce sont quelques exemples d'une situation qui se détériore à vitesse grand V. Et la municipalité de Chateaubriant est bien légère. Le Maire, HUNAULT, s'il a fait quelques interventions spectaculaires au moment des élections, semble bien absent aujourd'hui. Actuellement "en cure", il n'a pas pu assister samedi dernier en compagnie des autres huiles du département à la manifestation des ouvrières de Chateaubriant lors de l'inauguration de la "Foire de Béré".

André Morice a dû couper le ruban sur fond de banderoles syndicales. A la Marseillaise exécutée par l'harmonie municipale, a répondu l'Internationale entonnée par les 700 manifestants.

Aucune des personnalités "honorant de leur présence" l'ouverture de la foire n'a pu prononcer le moindre discours sur la vitalité économique du Pays de Mée...

"Chateaubriant, ville sinistrée pouvait-on lire sur un calicot de la manifestation. Si rien n'est fait, ce ne sera bientôt plus une formule.

Equipe A.L.L.



démission

A CONTRE COURANT..

Ce tract est celui que j'ai diffusé sur mon lieu de travail au moment où j'ai démissionné. Le contenu aurait été différent si je m'étais adressé à un milieu de smicards. Il s'adressait aux agents EDF de la Centrale de Cordemais où je travaillais. Dans un milieu où les salaires versés permettent à la majorité d'avoir largement de quoi vivre.

J'ai été très surpris de l'impact de ce tract et les nombreux témoignages que j'ai eu de la part des gens de Cordemais montrent qu'au delà de l'aliénation se fait jour une aspiration à vivre autrement. Ce qu'il faut souhaiter, c'est que le mouvement qui se développe en dehors des organisations traditionnelles sache prendre en compte ces aspirations.



« Après quinze ans de bons et loyaux services, je démissionne et je quitte EDF.

Tous ceux à qui j'en ai parlé ont été très surpris car dans quelles boîtes pourrait-on être plus heureux qu'à EDF; un salaire convenable (il faut oser le dire) un boulot pas trop fatiguant et qui peut même être intéressant, 5 semaines de congés, la Sécurité Sociale, la CAS, la retraite à 55 ou 60 ans, etc...

Une vie sans problèmes, quoi...

Seulement, cette vie là, à EDF ou ailleurs dans le monde industriel, satisfait de moins en moins les jeunes et aussi les moins jeunes.

POURQUOI?

- Que nous propose le système actuel?
- des villes de plus en plus concentrationnaires
 - une nature dont l'équilibre sera bientôt rompu sans espoir de le rétablir
 - des ressources naturelles qui s'épuisent
 - la fabrication insensée de biens inutiles fait pour ne pas durer
 - la fabrication d'armes de plus en plus sophistiquées pouvant d'un seul coup tuer des millions d'hommes, de femmes et d'enfants.
 - une industrie nucléaire qui laissera des déchets à nos enfants
- Etc. etc... vous pouvez continuer la liste vous même.

Face à tous ces problèmes très graves et pour nous empêcher d'y penser on nous offre de rendre un culte au Dieu Consommation. Et cela dans tous les régimes, de gauche comme de droite.

L'opium du peuple c'est maintenant: RECORD, CARREFOUR, LECLERC, ou INTERMARCHÉ...

J'ai pu croire, moi aussi, que le bonheur c'était de posséder MA bagnole, MA télé, MON congélateur, MA Chaîne Hifi, MON lave-vaisselle, MES moulinex, MES... mais il m'est venu à l'idée depuis longtemps qu'on pouvait se passer de tous ces besoins factices et vivre très simplement. Qu'ayant moins de besoins on pourrait travailler moins et surtout travailler AUTREMENT. Et que travailler moins ça voulait dire être plus LIBRE.



Ainsi donc tout s'enchaîne et on se retrouve ainsi au bout de quelques années de réflexion, de murissement, prêt à abandonner toutes nos fausses sécurités pour partir, pour aller respirer.

Je ne veux plus vendre ma force de travail contre un salaire. La revendication principale des syndicats lors de leur création à la fin du siècle dernier c'était: La suppression du salariat. Mais c'est oublié depuis longtemps. Aujourd'hui ces mêmes organisations disent que dans le système capitaliste l'homme est aliéné par l'argent CE QUI EST VRAI, mais la revendication qui, seule, fait courir les gens, c'est de toujours demander plus de fric. ALORS comment fera t-on pour se désaliéner?



Du temps où je militais syndicalement à la CFDT, j'ai dit à un responsable syndical au plus haut niveau "moi, je gagne plus d'argent qu'il ne m'en faut" (et c'était vrai), celui-ci m'a répondu: "Si tu redis ça devant moi, je te fous ma main sur la gueule".

On n'a pas le droit de ne pas courir après le fric...

CONTRE COURANT

Je lisais dernièrement dans la "Vie Ouvrière", journal de la CGT ce témoignage d'un travailleur "La vie devient de plus en plus difficile, heureusement que ma femme travaille, sinon on ne pourrait plus s'acheter du rosbif tous les soirs" (et je n'invente pas). Ça me fait penser à un film sorti il y a trois ou quatre ans et qui a pour titre "Pleure pas la bouche pleine"

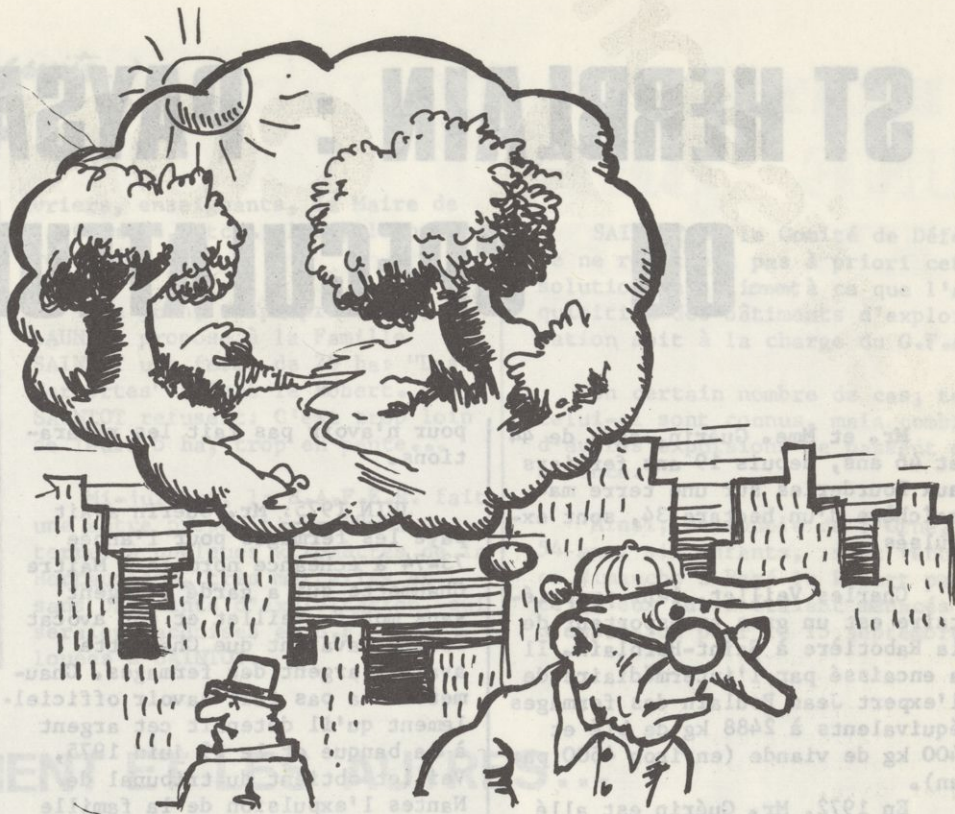


petit-roulet

Que les non-syndiqués et autres profiteurs ne croient pas que je suis anti-syndicaliste, mais je voudrais seulement dire qu'il serait temps de passer des revendications de PLUS AVOIR à des revendications de PLUS ETRE et qu'à travers les justes luttes à mener, montrer qu'il n'y a pas qu'une façon de vivre mais que d'autres modèles culturels sont possibles, dès aujourd'hui et que les gens en ont marre d'attendre le grand soir ou les lendemains qui chantent et que le changement, il sera pour tout de suite si on cesse de collaborer avec le système.

J'ai cru pourtant qu'un changement était possible sur le plan politique avec la venue de la gauche au pouvoir. Les derniers événements et magouillages de la gauche m'ont oté toute illusion.

La gauche pour le nucléaire, la gauche pour la force de frappe, JE N'EN VEUX PAS (la gauche aurait-elle oublié les leçons de l'histoire pour prôner l'arme nucléaire qui tuera des millions de travailleurs parce qu'en haut lieu on en aura décidé ainsi?)



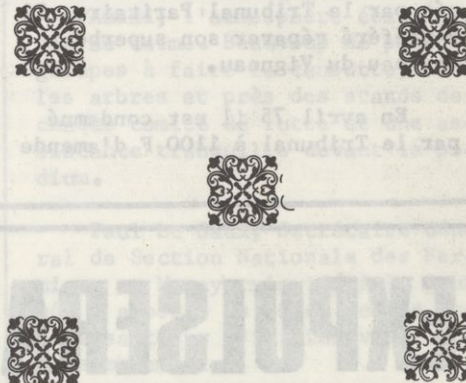
On dira "quel individualiste". Je répondrai "si vouloir prendre sa vie en mains, si refuser que d'autres décident pour moi, si refuser d'amener mon corps à l'usine chaque jour de 7.30 à 16.30 h, si refuser d'être un mouton de panurge en marchant dans le système, si vouloir retrouver un peu de liberté et d'air pur, si tout cela c'est être individualiste, alors JE LE SUIS. Mais pourquoi continuerai-je à entendre chaque jour autour de moi "vivement ce soir" et chaque semaine "vivement vendredi soir", et toute l'année "vivement les congés", JE PREFERE PARTIR.



Je m'en vais et j'ai choisi d'être apiculteur. Non pas pour gagner du fric mais pour avoir de quoi manger chaque jour. Et croyez-moi quand on a supprimé le superflu il faut peu d'argent pour vivre.

Dans notre société matérialiste on avait oublié qu'il y avait des choses qui ne se monnaient pas,

des valeurs qui s'expriment autrement qu'en francs. Pour trouver ces valeurs, il faut quitter son confort, sa télé et son Guy LUX, son tiercé et son loto et suivre d'autres chemins.



Certains diront peut-être "il faut du courage pour partir". Je répondrai "devant l'avenir qui se prépare, il faut plus de courage pour rester que pour partir".

S a l u t

Signé: L'écologiste de service qui ne sera plus de service.



ST HERBLAIN : PAYSAN OU SPECULATEUR ? (SUITE)

Mr. et Mme. Guérin, agés de 44 et 46 ans, depuis 19 ans fermiers aux Bourderies sur une terre maraîchère d'un hectare 34, sont expulsés.

Charles Veillet, leur propriétaire est un gros transporteur de la Rabotière à Saint-Herblain. Il a encaissé par l'intermédiaire de l'expert Jean Poulain des fermages équivalents à 2488 kg de blé et 400 kg de viande (environ 4500 par an).

En 1972, Mr. Guérin est allé devant le tribunal paritaire pour obtenir les réparations de son habitation, et pour que son propriétaire effectue, comme convenu, les travaux permettant à l'exploitatio de survivre. Après avis du Syndicat Agricole, Mr. Guérin prend Chaumette comme avocat. Depuis des années, par tous les moyens et astuces possibles, Veillet a refusé d'effectuer les réparations ordonnés par le Tribunal Paritaire. Il a préféré réparer son superbe chateau du Vigneau.

En avril 75 il est condamné par le Tribunal à 1100 F d'amende

pour n'avoir pas fait les réparations.

JUIN 1975: Mr. Guérin avait payé les fermages pour l'année 73-74 à échéance normale à Maitre Chaumette qui a gardé l'argent sans motif. Veillet et son avocat Toulza savaient que Chaumette avait l'argent des fermages. Chaumette n'a pas fait savoir officiellement qu'il détenait cet argent à la banque et le 19 juin 1975, Veillet obtient du tribunal de Nantes l'expulsion de la famille Guérin et la résiliation du bail pour non paiement des fermages 73-74. Fait étonnant! La famille Guérin n'a reçu aucun huissier pour ordonnance de non paiement. Plus stupéfiant, après la condamnation, Mr. Guérin reçoit un chèque de Chaumette d'un montant de 6 215,39F égal aux fermages 73-74.

MARS 1976: Se voyant trahi, Guérin avec l'appui du Syndicat Agricole, fait appel à Maitre Routier-Leroy qui décide de renvoyer le chèque à Chaumette. Qu'est devenu le chèque?

Mr. Guérin fait alors appel à RENNES le 4 mars 76. Le tribunal confirme le jugement de Nantes et de plus, le propriétaire obtient 1000 F de dommages et intérêts.

Voilà comment la justice règle les problèmes qui lui sont soumis et réduit une famille de travailleurs à verser plus de 2 millions aux avocats et aux experts, pour se faire expulser! On retrouve la même politique qu'avec les Mouillé à Cheix, les Pellerin à Mésanger et la famille C. dans la ZUP de Bellevue.

Non content d'expulser Mr. Guérin, Veillet lui réclame de l'argent que Guérin ne lui doit pas. D'autre part, Mr. Guérin n'est pas assuré d'aucune poursuite après son départ des Bourderies et de conserver son emploi.

Le Comité de Défense.

EXPULSERA, EXPULSERA PAS ?

C'est autour d'une éventuelle expulsion, celle de la Famille SAINTOT dans la Sarthe que les Paysans Travailleurs de l'Ouest et diverses Comités de Défense se sont rassemblés le dimanche 3 septembre pour une fête anti-expulsions.

Ainsi, se sont retrouvés les fermiers menacés - ceux de l'Orne (BUSNOT de Malabrit et Gricourt) de la Sarthe (SAINTOT) des Côtes du Nord (PLOUESEC), de la Vendée (TRICHET), de Loire Atlantique (Rabu, Mouillé, Pellerin).

L'idée de cette fête est née

chez les P.T. de la Sarthe dans le but de donner un plus large écho aux Comités qui animent des bagarres çà et là.

Cette initiative est une étape importante dans l'organisation qui reste à construire et la coordination de ces Comités.

LE CAS DE LA FAMILLE SAINTOT -

Jean Saintot et sa famille (7 enfants) "exploitent" 15 hectares à Montbizot, (5 en propriété, 10 en fermage,) ferme de la "Hertauidière".



EXPULSERA ... (suite...)

Le propriétaire veut récupérer les 10 hectares pour installer un fils et ... grossir les 89 ha qu'il exploite déjà.

Des jugements se succèdent. En appel, la Famille SAINTOT est prié de dégager les lieux au 1er mai. J. SAINTOT n'a alors aucune solution de rechange.

Un Comité de Défense se constitue, à l'initiative des Paysans Travailleurs de la SARTHE. Un pique-nique s'organise à la HERTAUDIÈRE le 1er mai: 250 personnes le Comité s'étoffe: militants ou-

vriers, enseignants, le Maire de la Commune, etc... l'expulsion est retardée.

Fin juin, un propriétaire, LAUNAY, propose à la Famille SAINTOT une ferme de 29 ha: "Les Vortortes" à Pezé le Robert. Les SAINTOT refusent: C'est trop loin de leurs 5 ha, trop en pente...

Mi-juillet, la S.A.F.E.R. fait une autre proposition: 18 ha de terres à quelques kilomètres de la Hertaudière, très morcellés et sans bâtiments d'exploitation, qui seraient acquises en G.F.A. et louées à SAINTOT.

SAINTOT et le Comité de Défense ne rejettent pas à priori cette solution mais tiennent à ce que l'acquisition des bâtiments d'exploitation soit à la charge du G.F.A.

Un certain nombre de cas, tel celui-ci sont connus, mais combien d'autres expulsions se passent en silence.

Ainsi, un couple de l'Orne, 54 ans, six enfants, sont venus ce dimanche à Pezé le Robert parce qu'eux aussi étaient menacés d'expulsion pour le 15 septembre.

CEUX QUI GAGNENT ET LES AUTRES...

Après 3 ou 4 années d'actions syndicales et de procédures juridiques, deux cas au moins sont victorieux. Il s'agit des Busnot de Malabrit dans l'Orne et des Pellerin de Mésanger en Loire Atlantique. Ces conflits sont en général très longs et truffés d'incidents. Il en a été question dans les 3 forums de l'après midi.

Dans ces conflits vient un moment où la question tourne autour de la propriété du sol.



On ne peut pas en rester à l'acquisition individuelle qui économiquement n'est d'ailleurs plus possible pour l'exploitant. Faut-il donc foncer vers les G.F.A. (Groupement Foncier Agricole)? Les militants et militantes des Comités ont-ils des propositions à faire sur la question foncière?

Le point a été un peu fait à ce rassemblement et il est nécessaire de poursuivre ce travail.

Pour leur part, les P. T. de Loire Atlantique ont apportés leur contribution à ce débat.

A Mésanger, si nous sommes obligés de devenir propriétaires mêmes dans le cadre de formule sociétaire, nous sommes obligés d'expliquer notre position vis à vis de la propriété individuelle.

"Il est souhaitable que la collectivité (locale ou autre) par l'aide de l'Etat achète au fur et à mesure la terre libérée à l'occasion de ventes ou d'héritages mais une fois pour toutes volontairement nous limitons cette proposition aux cas des paysans obligés d'acheter leur terre pour pouvoir vivre et aux petits paysans qui vivent sur leurs quelques hectares de terre. Le cas de la terre des gros propriétaires fonciers et de la terre à spéculation autour des bourgades et des villes doit être discuté avec les autres travailleurs. Nous pensons, en effet, que résoudre leur cas c'est aussi résoudre le problème de la propriété des usines et des chantiers."

Une journée bien remplie:

En bordure d'une forêt, dans un chaume les P. T. de la Sarthe avaient plantés le décor, et le soleil était de la partie, ce qui ne fut pas négligeable pour la caisse de la buvette...

Les divers stands auraient gagnés à être plus groupés, d'autant que la sonorisation a eu une série de défaillances.

Ce fut quand même un succès

car ce n'est pas si simple de rassembler ainsi au minimum 1500 personnes. Ce fut la journée des paysans... par la participation.

Peu de jeunes citadins, des familles ouvrières et des enseignants et beaucoup de paysans, seuls ou en famille.

Aussi, l'atmosphère était plutôt au calme. Beaucoup de petits groupes à faire la causette, sous les arbres et près des stands de chaque comité de lutte et une assistance tranquille devant le podium.

Paul Le Saux, Secrétaire Général de Section Nationale des Fermiers et Metayers invité à la journée a apporté un point de vue intéressant sur l'initiative de ce rassemblement.

L'expression des P.T. ne s'est pas faite seulement dans les prises de parole et les débats. Nombreux ont été les sketches, les chansons et une pièce de théâtre de marionnettes remise sur pied pour l'occasion.

Tout ça avec des moyens très simples et brodés d'humour sur la vie quotidienne. Le rôle des notables, des nouveaux techniciens... prend toute sa dimension sur le quotidien des paysans. On s'y retrouve très bien.

Il reste à transformer les acquis de ce rassemblement pour renforcer les luttes foncières actuelles et à venir dans l'Ouest. Pour les SAINTOT, c'est certain, le Comité s'en trouve renforcé.

Correspondant A. P. L.



RENTREE SCOLAIRE UNE BELLE PAGAILLE EN PERSPECTIVE



La Rentrée sociale est morose, c'est vrai. Pour une fois les syndicats enseignants se réveillent. Le SNES appelle dès le jour de la rentrée vendredi 15 septembre à une grève nationale pour les MI - S E (Surveillants) et le personnel d'Education (C E - C P E ex surveillant général).

De plus, les sections enseignantes sont appelées à se réunir dès la rentrée pour la préparation d'une action nationale de grève des personnels d'enseignement et d'orientation. C'est principalement contre la dégradation des conditions de travail, et le maintien de l'emploi (peur des auxiliaires en particulier) que portent les revendications.

Pour les MI-SE les objectifs de la grève sont

- Le retrait du projet de suppression de 17 000 postes de M I-S E pour créer à la place un corps d'adjoints d'éducation
- Contre la remise en cause des droits acquis (morcellement des services, non-stagiarisation, fin anticipée de délégation et détournement de postes)
- Contre la sous-dotation en postes qui aggrave les conditions de travail et de vie scolaire et pour des créations de postes sur la base de l'application du barème de 1962.
- Pour le droit de poursuivre leurs études et l'extension de leurs débouchés professionnels en particulier dans l'enseignement public pour faire face à ses besoins.

Les enseignants et le personnel administratif affirmeront leur solidarité avec le personnel en grève. Ils refuseront en particulier de participer aux tâches administratives d'organisation de la rentrée.

(Extrait de la déclaration du Conseil National du SNES du 5 sept 78).

Cela promet une belle pagaille en perspective quand on sait les conditions habituelles de rentrée: listes disparues, élèves inscrits dans deux établissements à la fois, locaux en travaux, quand ce n'est pas les fondations du GES qui commencent à SORTIR DE TERRE.



Communiqué

La rentrée scolaire en Loire-Atlantique s'annonce très difficile pour les enfants, parents et personnel enseignant.

Le manque de crédits entraîne: surcharge des classes, enfants refusés, mauvaises conditions de travail, non remplacement des maitres malades.

Pour le personnel non titulaire, normalien(ne)s sortants et remplaçant(e)s se posent de graves problèmes d'emploi. Début septembre aucun normalien ou remplaçant n'était nommé. Ces nominations tardives ont pour conséquences:

- pour les remplaçants, une insuffisance de ressources
- pour les normaliens de mauvaises conditions de passage du CAP, des problèmes de logement
- enfin la dégradation des conditions de travail pour tous.

Pour faire face collectivement à ses problèmes, nous appelons tous les normalien(ne)s, remplaçant(e)s à venir à:

1'ASSEMBLEE GENERALE
du Mercredi 13 septembre à 9 h
Devant l'Ecole Normale de Filles
rue Villa Maria, NANTES 44000

Comité de Coordination
Soutenu par les Sections syndicales SGEN, CFDT, SNI EN Savenay et SNI EN Nantes.

RENTREE (SUITE)

université : sparfel préfère "une grève molle"

SPARFEL DEVIENT COOL

Pour plus de 50.000 enseignants du supérieur, 15 créations de postes sont prévues au prochain budget des universités.

Ca ne simplifie pas les choses quand on sait que pas mal d'enseignants titulaires sont partis en coopération ou effectuent leur service militaire (vu le fort recrutement lors du développement de l'université de 68 à 72).

Pour les remplacer, ont été embauchés des "délégués" avec contrat renouvelable d'un an. Certains sont reconduits ainsi depuis plusieurs années. (Par jeu de permutation quand cela est possible). S'il n'y a pas de nouveaux départs, ce délégué perd son poste lors du retour du titulaire. Vu l'absence de création de postes, la probabilité de retrouver un emploi à l'Université est quasi-nulle, et le seul "débouché" dans l'enseignement consiste en un travail de maître auxiliaire du secondaire, s'il reste encore des places.

Ainsi à l'UER de Maths de Nantes, 5 délégués étaient en fonction (dont 2 avec 5 ans d'ancienneté). 3 titulaires revenant (2 militaires et un coopérant), 2 postes seulement restaient libres à la rentrée 78.

Dès le mois de mars, les Assistants et Maîtres assistants * de Maths ont averti Mr. le Président de l'Université Loïc Sparfel qu'il ne toléreraient pas de licenciements.

Après moultes démarches et reports de dates, Sparfel a daigné accorder une entrevue en juin. Il déclara alors qu'il n'y pouvait rien, et que, les contrats étant d'un an, ce ne serait pas des licenciements mais des toutes-bêtes cessation de contrats. Magnifique argument qui pourrait surprendre dans la bouche de quelqu'un qui se veut le "représentant" des personnels de l'Université de Nantes.

Les A et MA décidèrent alors de refuser de surveiller les examens en septembre, si aucun élément nouveau n'intervenait d'ici là. Ils en informèrent courtoisement par lettre le Président de

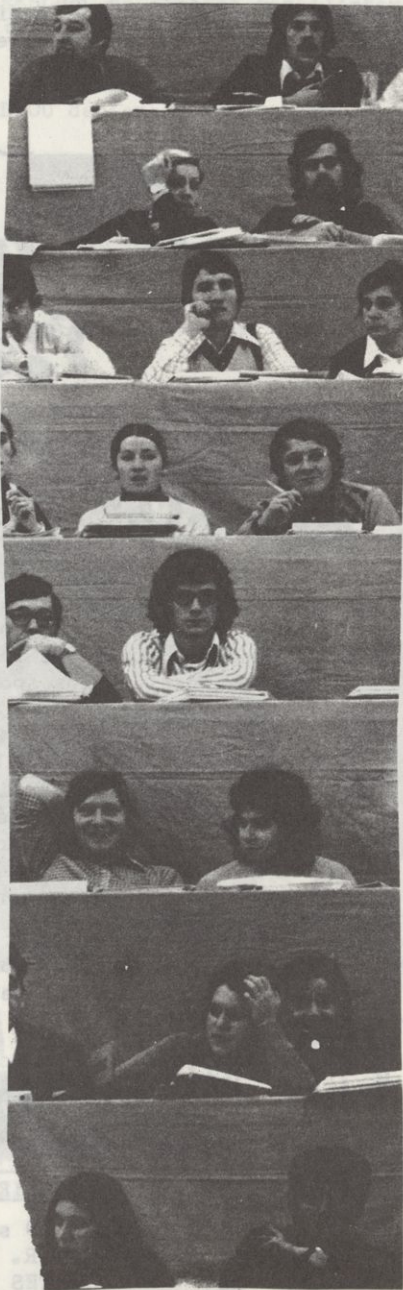
l'Université, le Recteur, et Madame le Ministre des Universités

Le lundi 4 septembre aucune réponse n'était venue. A l'unanimité les A et MA confirmèrent leur décision de ne pas surveiller et d'être tous sur les lieux pour la 1ère épreuve le mardi matin (4 seulement étaient ce matin-là de surveillance, 30 étaient présents) Sur "demande" de Sparfel les examens furent surveillés par 2 profs Il était prévu de durcir l'action si aucune réponse n'était donnée le lendemain. Mardi après midi, après force coups de téléphone avec le ministère, la Présidence accorda une entrevue pour le lendemain à 10h30, demandant en contre-partie de cesser la grève ou de ne continuer que la "grève molle" (sic) - c.a.d. sans empêcher le déroulement des épreuves.

Mercredi Sparfel a "miraculeusement" réussi à retrouver 2 postes ce qui, ajoutés au 2 restant libres, réglait ce problème * (chose soi-disant pas possible en juin). Ces solutions ne sont que provisoires. Les A et MA de Maths exigent la titularisation des 4 délégués, et préparent des actions en ce sens pour 78-79. Mr. Sparfel déteste qu'on touche aux examens. La leçon est comprise.

Correspondant APL

* Un des délégués, danois, a réussi à trouver du travail dans son pays.



C.O.B.A. OU C.O.S.I.R.

IL FAUT CHOISIR !...



QUELQUES NOUVELLES...

Le 4 septembre en arrivant à Rome pour l'intronisation de J.P. Ier, le général Videla déclarait : "L'Argentine, après avoir gagné la Coupe du Monde de Football aspire désormais à conquérir celle de l'information"

Au même moment, arrivaient à Paris les 4 français libérés des prisons argentines.

Et puis, toujours à Rome, Barre (Raymond) et Videla en profitent pour se rencontrer et parler "affaires" (avions de chasse).



Etant donné les enjeux économiques avec la France, l'Argentine peut se payer le luxe d'un tel geste "humanitaire" qui ne change en rien le terrorisme d'Etat imposé par Videla qui déclarait récemment avec cynisme : "Il y a peut-être eu des excès dans la répression".

LE C.O.B.A. CONTINUE

La dernière coordination nationale des COBA (juin 78) a décidé un élargissement de l'action vers le boycott de toutes les relations économiques, politiques, militaires et sportives entre la France et l'Argentine ; relations qui ne servent jamais le peuple argentin, mais toujours la dictature (malgré la pseudo-ouverture actuelle).

Les objectifs du COBA* :

- les olympiades d'échec prévues en octobre en Argentine
- l'arrêt des ventes d'armes françaises ;
- rappel de la mission militaire etc...

* désormais : Collectif pour le Boycott de la dictature Argentine.



LE C.O.S.I.R. DEMARRE !

Parallèlement, d'autres Comités vont s'orienter sur le second axe de la campagne de boycott du Mondial : celui de la critique des institutions sportives.

Ils deviennent donc des "Collectifs d'étude et d'initiative sur Sport, Impérialisme et Répression"... ouf ! c'est la coordination nationale qui a pondu ça ; pour les intimes, ce sera le COSIR.

Il semble bien que le COBA Nantes va s'y rattacher, avec plusieurs objectifs :

- rapport entre les associa-

tions sportives internationales (FIFA, CIO...) et l'impérialisme ;

- organisation de campagnes sur les grandes rencontres sportives internationales (J.O. de Moscou par exemple) ;
- dénonciation du sport comme outil d'embrigadement idéologique ;
- comment faire du sport "autrement" ? etc...

* Fédération Internationale de Football

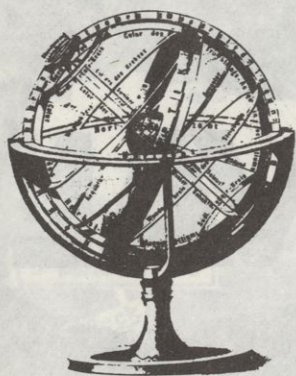
Comité Olympique International

Coco BASIR

REUNION DU COSIR :

le mardi 19 septembre 20 H 30
26 bis Bd R. Schumann
44300 NANTES





NANTES SOUS GLOBE

MAIRIE de GAUCHE, CULTURE de DROITE ...

Juillet, c'est les vacances, on n'a pas toujours l'envie de lire le journal surtout lorsqu'il s'agit du compte rendu d'un Conseil Municipal. C'est pas très drôle. Alors on fait pas gâffe...

Et puis en septembre, il pleut (en juillet aussi d'ailleurs) et on feuillette des vieux canards, et on trouve un truc un peu bizarre.

- "Au sujet de la demande du "Globe". Mr. Saliou a demandé instamment que la subvention soit portée à 50 000 F. Le Conseil en fait, s'est prononcé pour 40 000 F' (C.F. du 13-14 juillet 78. Compte rendu du Conseil Municipal de Nantes du 12 juillet.)

Etrange cadeau fait par une municipalité de gauche à une association créée par la droite.

Si on se souvient bien, le "Globe" a été créé par Sparfel, Président de l'Université et Giscardien bien connu. Le tout avec la bénédiction de Morice, alors Maire de Nantes, et de Routier Prouvost, en vue de la préparation des élections municipales de 77.

Son but était de contrôler l'ensemble des activités culturelles nantaises. Sévissant d'abord à l'Université, il a étendu son action à l'ensemble de l'agglomération, s'octroyant le monopole de fait des salles de spectacles municipales.

- Le 17 octobre 77, la municipalité nantaise avait déjà voté une subvention de 3 millions anciens au Globe, car il fallait, selon ses dires, apurer les dettes de Morice.

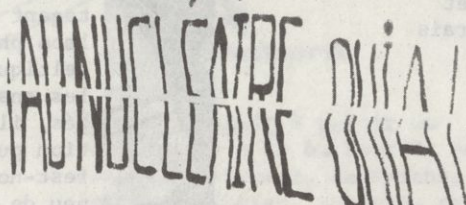
Mais aujourd'hui, rien ne justifie l'allocation d'une telle subvention!

Il faut dire que le Globe semble bénéficier d'appuis sérieux parmi nos édiles du PS.

Messieurs LEBLANG, SALIOU et MARESCHAL ne cachent pas l'intérêt qu'ils portent à cette association.

- Refusant de juger le passé, SALIOU déclarait en octobre 77:

"Le problème d'une liaison Université-Mairie est réglé; une subvention n'est pas fonction de la couleur politique de ses dirigeants; ce qui compte ce sont les activités".



KERGRIST :
"La FIEVRE ACHETEUSE"

- **Activité du Globe:** la programmation. Ce n'est pas indispensable, d'ailleurs beaucoup d'associations se passent de lui. Mais si l'on continue dans cette voie, il est sur que ça ne pourra pas durer.

- Le Globe va en effet disposer de moyens financiers importants: aidé à la fois par la municipalité "de gauche" et l'Université "de droite". Cette dernière lui aurait, dit-on, octroyé généreusement 10 millions anciens.

Tout cela se fait au détriment des petites associations culturelles qui font bien souvent l'animation de quartier.

On peut se poser certaines questions:

- Comment la Municipalité nantaise espère organiser l'action culturelle quand une association créée de toute pièce pour la bourgeoisie locale, obtient des subventions paralysant les projets des autres associations?

Voilà déjà un an et demi que nous avons une municipalité "de gauche" et rien n'a été fait pour animer une nouvelle politique de création locale et une culture populaire.

La bourgeoisie a pu maintenir son hégémonie, mieux armée et plus vigilante dans le domaine culturel.

En réalité, la politique de certains élus socialistes et militants responsables semble bien de faire financer par l'ensemble de la population nantaise et au premier rang d'elle par la classe ouvrière, un usage bourgeois de la culture.

La culture populaire fait elle peur à la municipalité nantaise ou bien les états majors giscardiens et socialistes ont-ils le même projet culturel?

Enquête A P L

FESTIVAL

ROCK

& FOLK

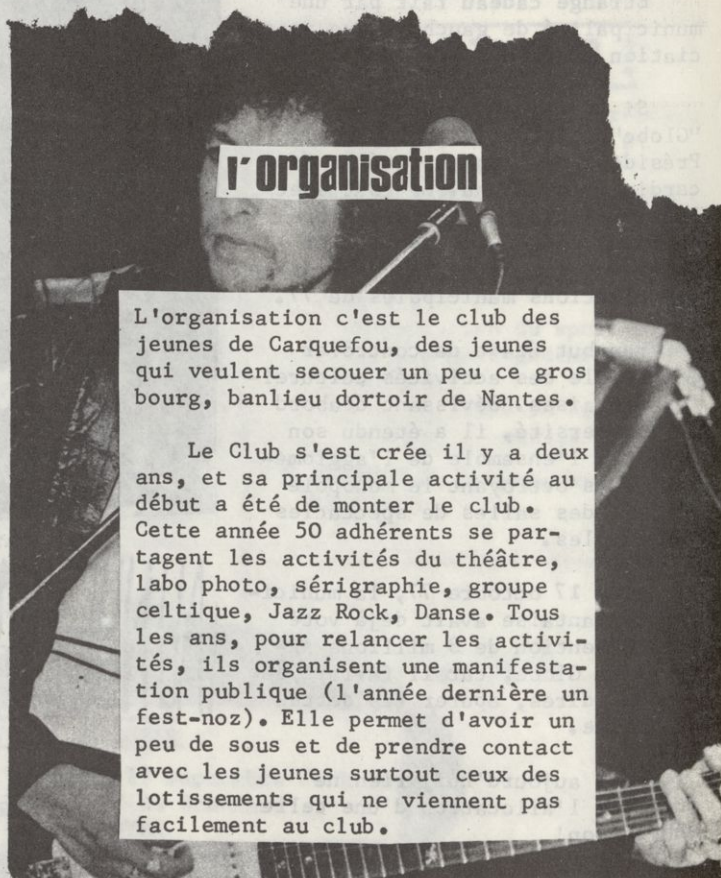
carquefou

16.17 sept.

Le festival s'est fait un peu tout seul, au départ il s'agissait de faire une animation locale avec du Jazz Rock et du Folk (correspondant aux activités du club: Groupe Celtique et Jazz Rock). Puis des Jeunes sont venus en disant: "le festival c'est pas mal, mais si vous voulez du monde, il faut du Hard Rock". Ils ont contacté des groupes et fin juillet il y avait 18 groupes et des frais pour 16 millions.

Voici quelques tarifs:

| | |
|--|-----------|
| Dan Ar Bras | 8000 F |
| Little Bob Story | 6500 F |
| Bloom | 5000 F |
| Forgas | 5000 F et |
| Yves Marie Charles 300 F. La moyenne des groupes c'est 3-4000 F. | |



l'organisation

L'organisation c'est le club des jeunes de Carquefou, des jeunes qui veulent secouer un peu ce gros bourg, banlieu doré de Nantes.

Le Club s'est créé il y a deux ans, et sa principale activité au début a été de monter le club. Cette année 50 adhérents se partagent les activités du théâtre, labo photo, sérigraphie, groupe celtique, Jazz Rock, Danse. Tous les ans, pour relancer les activités, ils organisent une manifestation publique (l'année dernière un fest-noz). Elle permet d'avoir un peu de sous et de prendre contact avec les jeunes surtout ceux des lotissements qui ne viennent pas facilement au club.

programme:

PRIX

40 F Samedi, Dimanche
20 F Dimanche

samedi: ROCK

a partir de 11h.

Hard Rock

- Strychnine, bordelais: "aussi bon que les grands crus de Bordeaux".

Jazz Rock

- Dune (6 musiciens de Nantes dont 4 de l'ex "Kan-Daar")

- Etron Fou Le Loublan, Rock Paysan, "un grand plongeon dans l'incohérence..."

- Patrick Forgas "étonnant et fou... le retour du plaisir dans le rock"

- Weidorje: 2 anciens de Magma et Cie.

vers 22 h.

- Téquila: Groupe de la Chapelle s/E.

- Abrial Groupe: du folk électrique qui devient du hard

- Ganafoul: Hard typiquement français.

- Little Bob Story (un Coluche du Rock qui monte)

dimanche: FOLK

a partir de 11h.

- Glen, une musique des pays de Bretagne où les arrangements laissent libre cours à l'utilisation d'instruments acoustiques ou électriques.

- MENERVAL, du Hard Folk, hommages lointains au folk traditionnel.

- Yves Marie Charles, un gars de Bouguenais qui n'a pas honte de nos rêves innavoués.

- MÔrice Bénin, "une montagne d'humour et de férocité qui chante des cordes de guitares qui craquent"

- Phil Fromont Plume et Goudron une forme musicale tendant à nuancer sinon éliminer les cloisonnements.

- Pierre Bensusan, une nouvelle interprétation du folk où une balade de conscrit fini sur un solo de saxo

- l'habit de Plume René Werner, un spécialiste du violon folk.

- Dan Ar Bras, "les fondations d'une musique celtique progressive"

- Bloom Didier Malherbe, saxo ténor, alto soprano, flutes, chants Un ancien de Gong 9 ans.

fiche pratique

BUS SPECIAUX

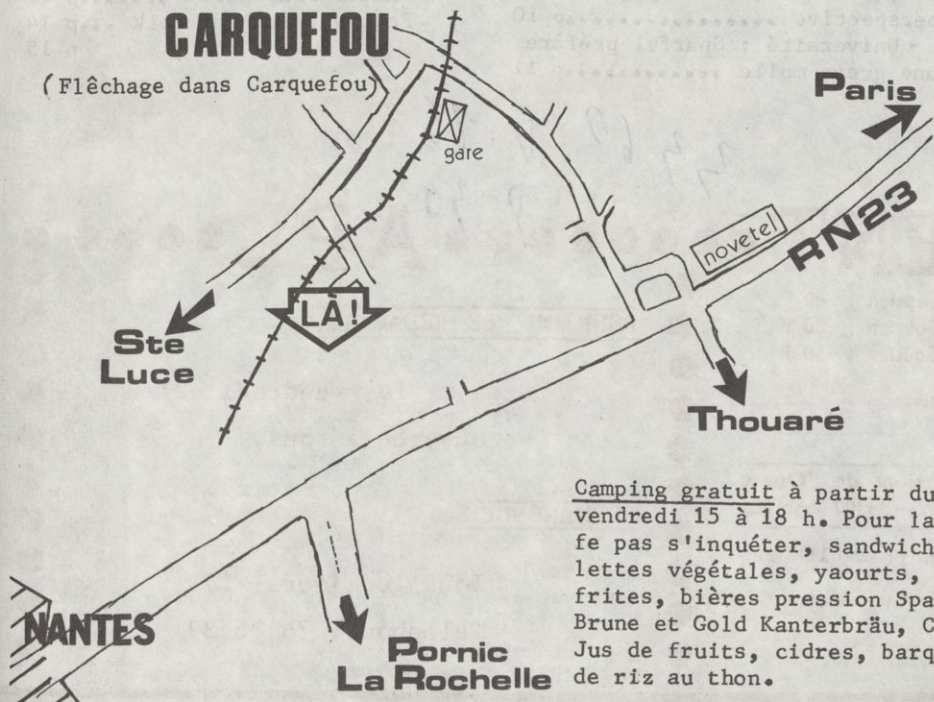
Départs: Place du Commerce, Samedi 16, début d'après-midi

Retour: Dimanche 17 dans la nuit

Horaires exacts: à confirmer

NB: Toutes les heures de 9h à 18h départs de car soit de la Gare Routière (Champs de Mars), soit de la Gare Drouin.

La Ligne 85 de la STAN (départ Rd. Pt. de Paris) dessert la "Picaudière", lieu du festival (2bus par heure).



Camping gratuit à partir du vendredi 15 à 18 h. Pour la bouffe pas s'inquiéter, sandwichs, Gallettes végétales, yaourts, crêpes, frites, bières pression Spaten, Brune et Gold Kanterbräu, Café, Jus de fruits, cidres, barquettes de riz au thon.

L'organisation du festival demande environ 200 personnes le samedi-dimanche; aussi les volontaires sont les bienvenus. Contact le mercredi à 14 h sur le terrain du festival: au Moulin Boisseau, Route de Ste. Luce à côté du Groupe Scolaire de la Picodière.

CALENDRIER!

Mardi 12 :

- Coupe Couture (S'adresser à Culture et Liberté, 30 rue de la Boucherie, Nantes).

Mercredi 13 :

- A.G. des Normaliens et remplaçants, devant l'E.N. Filles. (voir article p. 10)

Vendredi 15 :

- M.I./S.E., n'oubliez pas de faire grève. Si vous avez besoin d'un motif, voyez notre article p. 10.

Samedi 16 :

- Initiat. ion à la mécanique auto, stage organisé par Culture et Liberté, 30 rue de la boucherie, Nantes.

- 20 h 30 : Réunion publique de "Révolution Internationale", à la Fraternité Protestante, 3 rue Amiral Duchaffault. Thème : " Quelle perspective pour la rentrée sociale ? "

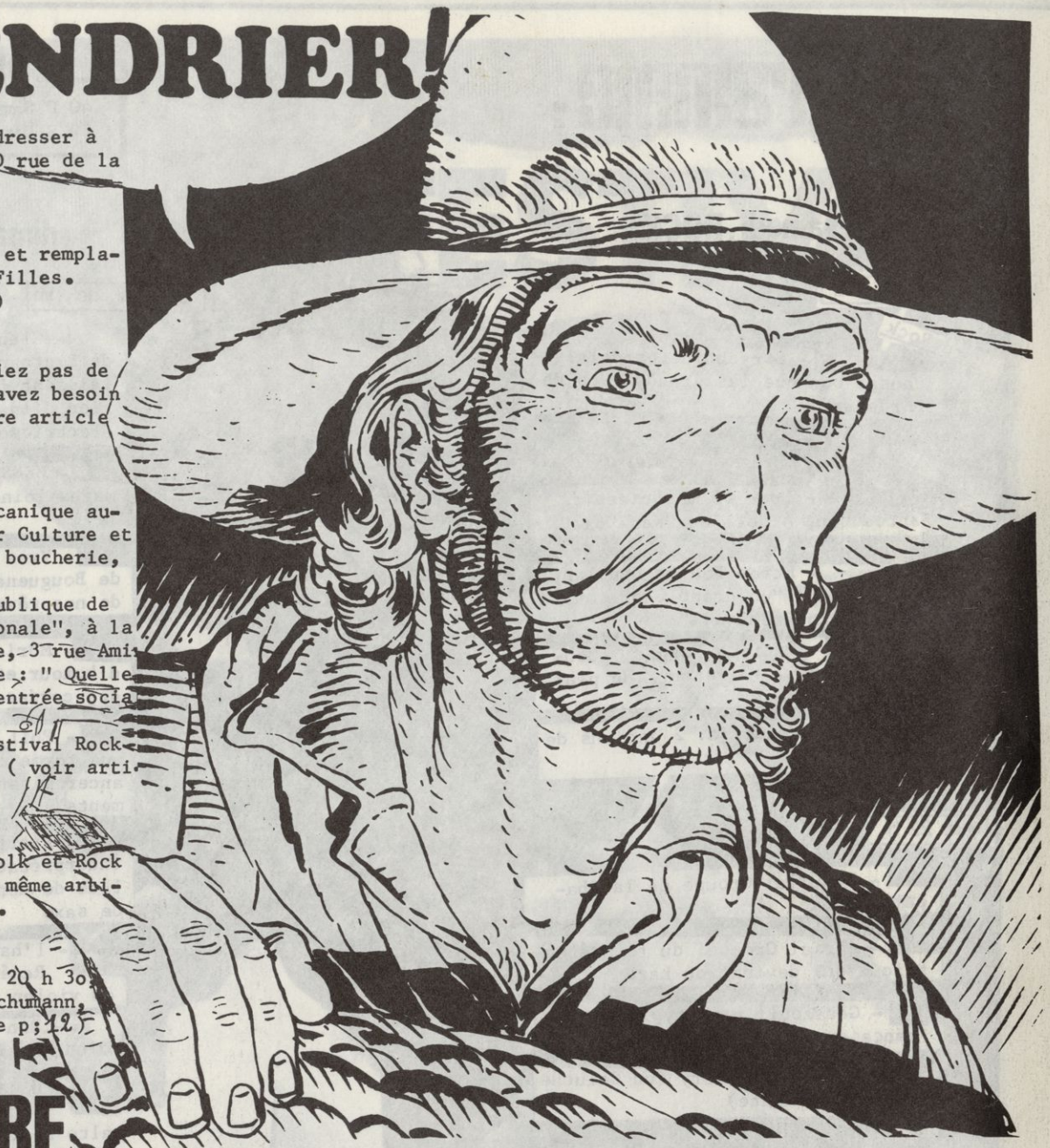
- 11 hoo : Début du Festival Rock et Folk de Carquefou. (voir article p. 14-15)

Dimanche 17 :

- Suite du festival Folk et Rock de Carquefou, voir le même article que précédemment).

Mardi 19 :

↳ Réunion COBA/COSIR, 20 h 30 au 26 bis Bd Robert Schumann, Nantes. (voir article p. 12)



SOMMAIRE

DIVERS p 2

OUVRIERS

- Chateaubriant : fermeture éclair éclair à la Cie Bretonne de Confection p 3-4-5
- A contre courant p 6-7

PAYSANS

- St Herblain : paysan ou spéculateur p 8
- Expulsera, expulsé pas p 8-9

ECOLE

- Rentrée scolaire : pagaille en perspective p 10
- Université : Sparfel préfère une grève molle p 11

SPORTS

- COBA ou COSIR, il faut choisir p 12

CULTURE

- Nantes sous globe p 13
- Festival Rock et Folk p 14
p 15

ABONNEMENT

Un trimestre : 12 numéros : 25 F Soutien : 40 F
Un semestre : 24 numéros : 50 F Soutien : 80 F
Un an : 48 numéros : 100 F Soutien : 150 F

NOM : Prénom :
Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'**APL**, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

3 numéros gratuits 8 numéros 10 frs

Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal

APL

REUNION DE REDACTION

le vendredi: 21 h
ouverte à tous.

PERMANENCES

Tous les jours: 17-19 h
Téléphone: 76 26 33